

la

lettre

l'hebdo éco du VENDREDI

de la Haute-Normandie

Vendredi 29 novembre 2013

Numéro 1378

« Ici, la pauvreté a le visage de la jeunesse »

Ils ne roulent pas carrosse mais les seniors vivent (relativement) confortablement en Haute-Normandie grâce aux retraites plutôt généreuses de l'industrie. Notre région échappe aussi au phénomène de pauvreté qui frappe les plus de soixante ans des villages isolés de la Creuse ou du Limousin. Il n'en va pas de même à l'autre extrémité de la pyramide des âges. « Ici, la pauvreté a le visage de la jeunesse » commentait le préfet l'autre jour en recevant François Chérèque, nommé par François Hollande pour suivre le plan pluri-annuel pour l'inclusion sociale. « L'armature des grandes et petites villes de la région la prédestine à accueillir les formes les plus urbaines de la pauvreté » confirme l'Insee en écho.

Dis-moi où tu habites, je te dirais comment tu vis. À l'occasion de la visite de François Chérèque, l'Insee a produit, pour la première fois à notre connaissance, un diagnostic statistique de la pauvreté monétaire en Haute-Normandie en exploitant les données fournies par les Conseils généraux, les CAF, la Mutualité Sociale Agricole, l'Agence régionale de santé... etc.

Il en ressort une compilation utile qui bouscule quelques idées reçues et devrait permettre aux pouvoirs publics locaux d'affiner l'ordre des priorités.

Autrement dit, de prescrire la bonne ordonnance.

La Bretagne, la Corse et nous entre les deux

Qu'apprend-on de ce baromètre ? D'abord que la Haute-Normandie pointe au treizième rang des régions françaises pour le taux de pauvreté (la part des personnes vivant avec moins de 964 euros par mois), juste devant sa voisine de la Basse et juste derrière l'Aquitaine et l'Île-de-France. Précision : la Corse et le Nord - Pas de Calais ferment le peloton des régions les plus démunies sur ce critère, Bretagne et Pays de Loire font la course en tête.

Les chiffres remontent à 2010. À cette date, 13,7 % des



La pauvreté monétaire frappe surtout les moins de 30 ans

haut-normands -une personne sur sept- vivaient sous le seuil de pauvreté. Une part légèrement en deçà de la moyenne de la France province (14,3 %) s'agissant du département de l'Eure (12,1 %) mais un peu au dessus en Seine-Maritime où le taux de pauvreté atteint 14,4 %.

« Ici, la pauvreté a le visage de la jeunesse » (suite)...

Les grands-parents passent entre les gouttes

La pauvreté présente, ici, le visage caractéristique des territoires urbanisés et industriels.

Là où le Languedoc-Roussillon et la Provence Alpes Côte d'Azur accusent un taux inquiétant du fait de la présence d'un grand nombre de petits retraités agricoles, cette forme de pauvreté des cheveux blancs (marquée par la faiblesse des revenus, l'isolement et la difficulté d'accès à certains services) est quasiment inexistante dans la Haute-Normandie des chapelles et des clochers.

Ces différences s'expliquent en grande partie par la sur-représentation d'anciens salariés de branches industrielles comme l'énergie réputées pour offrir des niveaux de salaires -donc de retraites- confortables.

« Les revenus des retraités de la région sont supérieurs à la moyenne nationale » rappelle l'Insee.

Nota : parmi les ménages les plus âgés, la part des personnes vivant sous le seuil de pauvreté est sensiblement plus faible ici qu'en province : 8,2 % contre 11,8 %.

Les petits enfants déclassés

Si l'impécuniosité frappe plutôt moins les aînés qu'ailleurs, elle touche de plein fouet leurs petits enfants. Les chiffres sont édifiants.

En dessous de la moyenne pour la population globale, le niveau de pauvreté grimpe à 20,9 % chez les moins de trente ans. Autrement dit, plus d'un jeune haut-normand sur cinq peine à boucler ses fins de mois. C'est beaucoup.

En cause, un marché du travail peu dynamique, à plus forte raison ces dernières années ; et des indicateurs de réussite scolaires qui demeurent préoccupants même si les écarts avec le niveau national tendent à se réduire.

Faut-il rappeler que La Haute-Normandie reste la seule région métropolitaine où la proportion d'élèves accusant au moins deux ans de retard en Terminale est supérieure à 24 %.

Nota : les générations précédentes pouvaient se contenter d'un bagage scolaire minimal pour entrer sur le marché du travail. À l'inverse, la génération Y peut difficilement s'en affranchir, sauf à rester à l'écart des mutations technologiques.

Jeune, urbain et pauvre

Sur le plan géographique, la pauvreté des jeunes se concentre là où la densité de logements sociaux est la plus forte. Ce que ne constitue pas à proprement parler une sur-

prise. Les petites bourses préfèrent les petits loyers. Ainsi la Seine-Maritime, avec les deux grandes agglomérations de Rouen et du Havre, affiche un taux de pauvreté des jeunes de 22,7 %, de cinq points supérieur à celui de l'Eure.

Plus frappant, cet indicateur que publie l'Insee sur les zones urbaines sensibles.

La part des jeunes adultes sans diplôme (au moins égal au Bac) frôle les 72 % dans la Cité Verte de Canteleu, franchit le cap des 75 % dans les quartiers de la Sablière à Rouen, de l'Est du Havre et de la Madeleine à Évreux.

Elle atteint 80 % à La Houssière (St-Étienne-du-Rouvray) et les dépasse dans le quartier du Ramponneau à Fécamp.

Salutaires emplois d'avenir

Dans ces conditions, la Haute-Normandie peut-elle se priver de l'airbag salutaire qu'offrent les emplois aidés ? Il est permis d'en douter. De ce point de vue, les employeurs (publics surtout, privés un peu moins) ont fourni un effort louable depuis le mois de janvier.

Au dernier pointage, 2 784 jeunes avaient été recrutés grâce à un emploi d'avenir. Soit 105 % de l'objectif régional (fixé à 2 643 contrats) pour l'année 2013.

De la même manière, on peut se féliciter du lancement expérimental dans l'Eure de la « Garantie jeunes » destinée à raccrocher les « décrocheurs ». Un dispositif qui sera étendu à la Seine-Maritime en 2014.

Chômage : une éclaircie pour les moins de 25 ans

Une nouvelle encourageante dans ce contexte.

Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans a reflué de 1,7 % au cours du mois d'octobre en Haute-Normandie. C'est, et de loin, la tranche d'âge où le chômage a le plus fortement décliné.

Au total, 340 jeunes sont sortis des statistiques de Pôle Emploi le mois dernier. Leur nombre s'établit désormais à 19 990 personnes.

Malgré les emplois aidés, la décline reste toutefois modeste sur douze mois puisqu'elle n'est que de 0,4 %. Reste à espérer que la courbe continue de décroître.

Nota : toutes tranches d'âge confondues, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 0,4 %, un peu moins qu'en moyenne nationale (- 0,6 %).

Vie des entreprises

Saint-Saens, Heatself cherche à lever 1,5 million d'euros

C'est pour l'instant une micro-société industrielle, forte de trois salariés, perdue au fin fond du pays de Bray. Mais elle a tout ce qu'il faut là où il faut pour devenir une grande. À l'appui de cette assertion, on signalera qu'elle vient de conclure un contrat de recherche avec la division espace de Thales pour concevoir des films chauffants capables de maintenir en température les immenses panneaux des satellites spatiaux. Excusez du peu.

La technologie utilisée par Heatself s'apparente plus à une évolution qu'à une révolution. Pour autant, la presse spécialisée la présente déjà comme un virage important.

De la technique et du design

Son fondateur, ingénieur de formation, a bonifié la technique inventée par le géant américain de la spécialité. En modifiant la composition des polymères, Philippe Paul-Bert a mis au point des câbles, des bandes et des films chauffants qui, contrairement à ceux de la génération antérieure, s'adaptent à toutes les surfaces et s'auto-régulent en fonction de la température extérieure. « *Nos traceurs électriques se transforment en thermostats qui délivrent la bonne puissance au bon moment ce qui permet d'éviter les surchauffes et d'économiser l'énergie* » résume-t-il.

Ailes d'avion, pâles d'éoliennes, serres... etc

En passe de lever 1,5 M€ pour asseoir son développement, la jeune société (qui est dotée d'un atelier de fabrication depuis quelques mois) vient de finaliser ses premières commandes dans l'industrie, les travaux publics et le bâtiment pour la protection de canalisations. « *À l'approche de l'hiver, nos produits made in France suscitent beaucoup d'intérêt chez les fabricants de sanitaires notamment* » constate Philippe Paul-Bert. Ils ne sont pas les seuls.

À l'examen, les débouchés se révèlent innombrables : prévention du givre sur les ailes d'avion et les pâles d'éoliennes, chauffage des serres agricoles et des maisons, maintien hors gel des aiguillages ferroviaires ou des terrains de sport... Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que son patron, et aujourd'hui seul actionnaire, ait été approché par plusieurs acheteurs « *pour reprendre mes dettes* » s'amuse l'intéressé qui, manifestement, entend rester maître chez lui.

Deauville prend deux ailes

Avec un peu plus de 127 000 passagers fin octobre, l'aéroport de Deauville ne devrait pas battre son record de 2011 (142 000) mais revendique tout de même une progression de 3,5 % de son trafic depuis le début de l'année. Une fréquentation tirée vers le haut par les bons résultats de la ligne régulière Deauville-Londres opérée par Cityjet dont le nombre de passagers augmente de 9 % par rapport à l'an dernier avec 5 600 passagers enregistrés (à raison de 2 à 4 vols hebdomadaires suivant les saisons). Moralité : « *L'aéroport de Deauville-Normandie confirme sa position de première place aéroportuaire normande* » clai-ronne un communiqué de presse de la Région.

Banques : 3. BPI France : 17

Entre novembre 2012 et novembre 2013, le nombre de prêts participatifs au développement accordés aux entreprises par l'antenne haut normande de la jeune Banque Publique d'Investissement (ex Oséo) a bondi de 17 %. Une progression six fois plus rapide que celle du total des crédits bancaires comptabilisés par la délégation régionale de la Banque de France (+ 3 % au dernier pointage). Commentaire satisfait de Jérôme Rousseau, directeur régional de BPI France : « *Là où le crédit bancaire stagne, nous nous développons très fortement avec 26 millions d'euros de prêts de développement accordés sur douze mois* ».

Gazpar en test au Havre

Le Havre fait partie des 24 villes pilotes où sera testé le futur compteur communicant de GRDF. Baptisé Gazpar, l'équipement sera installé à partir de 2016 dans 150 000 foyers sur l'ensemble du territoire français parmi lesquels ceux de 50 000 particuliers havrais : la totalité des abonnés au gaz de la ville. Les intéressés bénéficieront d'un relevé automatisé quotidien censé leur permettre d'agir sur leur consommation. À la suite de cette expérimentation, Gazpar devrait être déployé chez 11 millions de clients entre 2017 et 2022. Contrairement à Linky, son équivalent pour l'électricité, lui n'est pas en butte aux critiques.

Intérim, la Normandie se démarque aussi en octobre

En théorie, le travail temporaire préfigure les tendances de recrutements à venir. Aussi peut-on se féliciter de la vigoureuse progression de l'intérim en octobre, telle qu'attestée par PRISME.

Dans son dernier baromètre, l'interprofession observe que la Haute et la Basse Normandie sont les deux régions qui se démarquent sur un marché orienté globalement à la baisse. Pour ce qui nous concerne, le nombre d'intérimaires a augmenté de 4,3 % au cours du dernier mois. Le commerce affiche la plus forte croissance (+ 7,5 %) suivi par l'industrie (+6,7 %), les services (+5,8 %) et les transports (+1,3 %). Le seul secteur qui dévisse est le BTP avec une baisse de 4,6 %. Ces bons chiffres font suite à ceux publiés la semaine dernière par la direction régionale de Pôle Emploi pour le mois de septembre qui faisait état d'une hausse de 3,5 % du travail temporaire. Pourvu que ça dure.

Isoplas : un cas d'école

Entraînée par le fond suite à la faillite de son principal client Huis-Clos, le fabricant d'huisseries Isoplas d'Harfleur (eff. 174) intéresse un repreneur : la société romoise Cap Champennois dont l'offre doit être examinée par le tribunal de commerce du Havre d'ici au 13 décembre.

Bien que la juridiction consulaire ait contracté les délais au maximum afin d'éviter à l'entreprise d'entrer dans une spirale infernale, il n'en reste pas moins que le parcours d'Isoplas révèle, une nouvelle fois, les carences de ces procédures collectives qu'Arnaud Montebourg veut réformer (pour la nième fois en vingt ans)... mais aussi les insuffisances de la banque spécialisée Thémis que plusieurs sources accusent en coulisses de n'avoir pas été à la hauteur.

Explication. Privée de trésorerie depuis son placement en liquidation, l'usine se trouve dans l'incapacité d'honorer les éventuelles commandes qui pourraient se présenter avec le risque de voir se détourner durablement clients et fournisseurs. Les premiers craignant de ne pas être livrés, les seconds redoutant de ne pas être payés.

Quant aux collectivités, si bien intentionnées soient-elles, elles ne peuvent légalement venir en aide à Isoplas pendant la période d'observation. L'histoire pourrait trouver une issue heureuse mais elle est édifiante.

Nota : Selon nos informations, la BPI, qui habituellement n'intervient pas dans les « retournements » d'entreprises, se penche très sérieusement sur le dossier Isoplas. Si elle devait s'y résoudre, ce serait une première.

EN COULISSES

➔ Éolien offshore : le jour J

Aujourd'hui, 29 novembre est la date limite de dépôt des réponses à la Commission de régulation de l'énergie pour le second appel d'offres français sur l'éolien offshore qui porte sur les parcs du Tréport et de Noirmoutier. C'est aussi la date qu'a choisi la société de projet emmenée par GDF Suez, le groupe portugais EDPR et Neoen pour dévoiler la teneur de sa proposition. Les PDG des trois groupes tiennent une conférence de presse ce midi dans un hôtel parisien. Luc Oursel, patron d'Areva, qui a été choisi pour fournir les turbines, sera également présent.

Du côté du couple franco-allemand formé par EDF et WPD, une source proche du dossier a fait savoir à l'AFP, dès lundi, que le consortium serait également candidat pour les deux parcs.

➔ La Direccte priée d'économiser

La Direccte de Haute-Normandie (255 agents en équivalent temps plein aujourd'hui) va devoir supprimer six postes en 2014 pour aboutir à une baisse de sa masse salariale de 183 000 euros. Ordre du secrétaire général du ministère des Affaires sociales dont Acteurs Publics s'est procuré une lettre. Cette première vague sera suivie d'une seconde puisque la Direccte est invitée à supprimer cinq autres postes de son organigramme en 2015. À charge pour le service de déterminer quelles seront les catégories de fonctionnaires (A, B ou C) les plus impactées par ce dégraissage.

➔ Qui pour l'usine du futur ?

Le Conseil régional devrait nommer dans les semaines qui viennent l'industriel local qui sera chargé de suivre le plan « Usine du futur » dont Arnaud Montebourg a confié le pilotage aux Régions. L'intéressé(e) aura le rôle de chef de projet pour ce plan qui vise à accompagner la montée en gamme de l'outil productif des PME. Transmis aux volontaires.

➔ L'Europe : combien de divisions ?

Alors que Bruno Dumont, SGAR adjoint de la préfecture se prépare à prendre la direction du service Europe de la Région, on ignore toujours sur combien d'agents il aura autorité. En cause, la lenteur des négociations entre l'État et l'Association des Régions de France sur les modalités de transfert des fonctionnaires de l'État qui achoppent manifestement sur le nombre d'agents appelés à changer d'employeur. La Région Haute-Normandie et les intéressés eux-mêmes aimeraient bien être fixés mais ils vont devoir faire preuve d'un peu de patience.

Affaires publiques

Pôle métropolitain de l'estuaire : l'affaire se complique

On pensait le pôle métropolitain de l'estuaire mort-né après une longue série d'avis contraires... et contrariants pour ses promoteurs en tête desquels Antoine Rufenacht. Le Oui franc, massif et trans-courants de la Commission départementale de coopération intercommunale (alias CDCI) de Seine-Maritime vient rebattre les cartes.

Le dernier épisode en date du feuilleton remonte à lundi. À l'issue d'une séance de débat courtoise bien qu'un peu crispée, la CDCI de Seine-Maritime est invitée à donner son avis sur la constitution du pôle. Résultat : 36 voix pour, 3 voix contre et 8 abstentions. Parmi les ouïstes, un agrégat hétéroclite rassemblant les élus de droite emmenés par Édouard Philippe avec, à leurs côtés, le communiste Sébastien Jumel et les socialistes Estelle Grelier et Frédéric Sanchez. Pas exactement des seconds couteaux. Parmi les nonistes, trois socialistes dont les conseillers régionaux Dominique Gambier et Laurent Logiou.

Nota : sur son blog, Estelle Grelier jubile : « Il est indispensable de dépasser, les querelles de clochers pour mettre toutes les énergies au service de l'ambition collective » écrit-elle.

Récapitulons...

Le vote positif de la CDCI du 76 vient juste après celui, négatif, de la CDCI du 27 et suivent ceux des Conseils généraux de l'Eure et du Calvados ainsi que celui du Conseil régional de Haute-Normandie. Tous contre.

En revanche, en Basse-Normandie, on a adopté une position ni-ni : ni favorable, ni défavorable. Quant au Département de Seine-Maritime, il ne s'est tout bonnement pas prononcé, Didier Marie (qui se dit plutôt opposé en privé) n'ayant pas sollicité son assemblée.

Il appartient donc maintenant au préfet Maccioni de trancher. « Vous n'attendrez plus longtemps » nous a-t-il assuré, mardi, au détour d'un couloir. À suivre.

Nota : Est-ce un hasard ? Toujours est-il que c'est le moment que choisit Philippe Augier, un des plus chauds partisans du pôle, pour nous faire parvenir le dossier de presse du premier festival Terre d'Eaux qui se déroulera sur les deux rives de l'estuaire de la Seine entre le 22 juin et le 5 juillet 2014. Histoire de rappeler que l'estuaire a des projets ?

EN BREF

PPRT : 112 bâtiments à renforcer

55 entreprises industrielles ou artisanales, 19 commerces, 3 établissements recevant du public et 35 maisons individuelles. C'est le nombre d'édifices dont on sait déjà qu'ils devront faire l'objet de travaux de renforcement (des portes et fenêtres essentiellement) dans le cadre des Plans de préventions des risques technologiques. Les édifices en question sont situés dans le périmètre des PPRT de Montville, St-Aubin et St-Pierre-lès-Elbeuf, Lubrizol et Port-Jérôme. Pour les autres, la DREAL n'a pas encore arrêté les dispositions définitives. Rappelons que les travaux imposés aux propriétaires seront pris en charge à hauteur de 90 %, répartis entre l'État et les communes.

Nota : c'est autour du site Ifrachimie de Saint-Pierre-lès-Elbeuf que ces mesures de renforcement seront les plus impactantes. Elles vont en effet concerner 23 entreprises, 19 commerces, 2 ERP et une trentaine de maisons individuelles.

L'État accouche (enfin) d'un plan pour la maternité du Belvédère

Vingt-deuxième maternité de France (sur 535) avec 3 600 naissances annuelles, la maternité du Belvédère de Mont-Saint-Aignan attendait depuis longtemps un accord pour lancer des travaux d'agrandissement et de rénovation. L'État vient de donner son feu vert, selon le député Pierre Léautey (qui est également président du Conseil de surveillance de l'établissement). À en croire l'intéressé, le ministère aurait donné son blanc-seing pour financer la moitié des 11 millions d'euros nécessaires à l'opération.

Dieppe : Gardarem lou « intercity »

Inquiète à l'idée que le Paris-Dieppe disparaisse totalement de la carte des trains nationaux d'équilibre du territoire, ce qui semblait se profiler avec la suppression par l'État des liaisons du week-end, la Région fait un geste. Elle va se porter au secours de la SNCF en mettant à sa disposition des trains plus modernes qui permettront d'assurer la continuité du trafic pendant un an (à compter du 12 décembre), moyennant un changement de train à Rouen. « Une solution temporaire et provisoire » insiste fermement Nicolas Mayer-Rossignol qui veut, manifestement, éviter que l'État ne fasse basculer cette liaison Intercity de fin de semaine dans la catégorie des TER... dont le financement repose sur les Régions. Il n'est pas sûr qu'il y parvienne.

Innovation Environnement

Grand-messe de la vallée de Seine : acte IV

Au lendemain du dernier colloque parisien sur l'axe Seine (en novembre 2012), *La Lettre* avait titré « *Tout ça pour ça !* ». Une formule qui reflétait bien l'état d'esprit des participants ressortis passablement échaudés, pour ne pas dire complètement démobilisés, de cette troisième grand-messe au goût de pschitt.

Mais cette fois, c'est promis. Le 13 décembre à Caen, le quatrième opus sur la vallée de Seine -comme il convient de l'appeler désormais- proposera « *du concret et rien que du concret* » jurent ses organisateurs pour galvaniser les troupes.

Il est vrai que l'environnement et la gouvernance de l'espace Paris-Seine-Normandie ont beaucoup évolué depuis la précédente édition et la nomination du délégué interministériel. On s'achemine aujourd'hui vers la signature d'un contrat de plan interrégional avec l'État en juin 2014. Un contrat qu'il va bien falloir nourrir ce qui est justement l'objet de la réunion du 13 décembre, censée faire émerger des projets sur les thèmes de « la recherche

et de l'innovation » : un des trois volets du futur CPIER avec ceux concernant les infrastructures et l'aménagement/environnement.

En guise de plat de résistance

Au menu de la matinée, deux tables rondes. La première sur « *la structuration en réseau de pôles d'excellence scientifiques et techniques dans une logique de cluster* ». La seconde sur « *le développement d'un écosystème d'innovation à grande échelle pour forger des filières d'avenir* ».

De ce point de vue, la vallée de Seine ne part pas d'une page blanche même si les rapprochements demandent à être amplifiés. On pense par exemple aux coopérations naissantes entre le plateau de Saclay et Le Havre autour de l'écologie industrielle ou aux projets menés dans le cadre du pôle normando-francilien Mov'eo.

L'après-midi sera consacrée au schéma stratégique qui servira de socle au Contrat de plan. François Philizot fera le point sur son avancement et sur les idées qui ont fleuri au sein des trois groupes de travail.

Nota : le programme est consultable dans son intégralité sur le site www.vallee-seine-caen-2013.com

LE CHIFFRE

DE LA LETTRE

6 %

C'est le taux de rentabilité économique des entreprises haut-normandes, en moyenne depuis 10 ans, calculé sur les 20 252 entreprises régionales qui ont publié leurs comptes sociaux entre 2001 et 2011. Sur cette période, les marges des entreprises ont oscillé entre 5,4 % (plus mauvaise année, 2009) et 6,2 % (meilleure année, 2007). On observe un redressement depuis 2009 : 5,9 % en 2010 et 6,0 % en 2011.

Source :

Coface Services, www.ellisphere.fr



DANS LA PRESSE NATIONALE

- **La Tribune** (22/11) : « *Les défaillances atteignent un niveau historiquement élevé* ». Entre novembre 2012 et octobre 2013, on constate une explosion dans le textile et l'habillement mais un ralentissement dans certains secteurs industriels comme la chimie qui n'a pas connu de défaillances majeures depuis celle de Petroplus.
- **Libération** (22/11) : « *A Dieppe, le PCF face à l'offensive de ses alliés* ». Élu maire en 2008 à la tête d'une gauche unie, Jumel pourrait affronter plusieurs anciens partenaires aux municipales.
- **La Tribune** (24/11) : « *La lutte s'organise contre les chauffeurs routiers low cost* ». Des syndicats européens ont créé une confédération « pour lutter contre le dumping social, le cabotage illégal et l'esclavagisme moderne ».
- **Le Figaro** (25/11) : « *La nouvelle arme des opposants à l'éolienne* ». Le parquet d'Arras a été saisi pour poursuivre (pour prise illégale d'intérêt) le maire d'une petite commune, propriétaire d'un terrain où 5 éoliennes sont implantées depuis 2007. Un cas emblématique.
- **Les Échos** (26/11) : « *Éolien : Louis Dreyfus Armateurs tire la sonnette d'alarme* ». LDA craint qu'il n'y ait que des navires étrangers sur les parcs éoliens français. Il en appelle aux industriels tricolores.
- **Les Échos** (27/11) : « *Usine du futur : les Régions en première ligne* ». Arnaud Montebourg confie aux Régions le pilotage de l'un des 34 plans de la Nouvelle France Industrielle, celui visant à moderniser l'outil industriel des PME. Chaque Région devra désigner un industriel local comme chef de projet.

Mouvements

• **Jean-Pierre Sivignon** (56 ans - Ingénieur agricole) est nommé SGAR adjoint de Haute-Normandie en remplacement de Bruno Dumont en par-tance pour la direction du service Europe du Conseil régional où il prendra ses fonctions le 1er décembre. Jean-Pierre Sivignon était depuis 2010 en charge de la mission interministérielle de modernisation du parc automobile de l'État. Par le passé, il

fut déjà SGAR adjoint en Picardie.

• **Pierre Léautey**, député de Seine-Maritime, a été nommé, par la commission culture de l'assemblée nationale, rapporteur du contrat d'objectifs et de moyens de France Médias Monde : RFI, France 24 et Monte Carlo Doualiya (ex RMC Moyen-Orient).

MARCHES ET RECRUTEMENTS

Marchés

- **Conseil général Seine-Maritime** : Construction du réseau départemental de collecte à très haut débit. Date limite de réponse : 07/01/2014.
- **CREA** : Arc nord-sud - maîtrise d'œuvre pour la conception et la réalisation de la nouvelle ligne de bus à haut niveau de service (Bhns, de type Teor) de 8,5 km en grande partie en site propre entre la « Place du Boulingrin » à Rouen et le « Zénith de Rouen » à Grand-Quevilly. Date limite de réponse : 6/1/2014.
- **EDF** : Installation et maintien en conditions opérationnelles d'une nouvelle centrale de production d'air

comprimé dans le cadre du projet Autonomie Le Havre 4. Date limite de réponse : 05/12/2013.

- **Ville de Canteleu** : Aménagement d'un parc urbain Cité Rose. Date limite de réponse : 16/12/2013.
- **Communauté de communes des portes Nord Ouest de Rouen** : Maîtrise d'œuvre pour la réalisation de travaux d'aménagement et de viabilisation de la ZAC d'Eslettes - Pollen 2. Date limite de réponse : 30/12/2013.
- **CODAH** : Étude de définition d'un programme pluriannuel de gestion et de restauration des vallées de la Lézarde et ses affluents et de la Pissotière à Mme et dossiers réglementaires. Date limite de réponse : 02/01/2014.

L'AGENDA

NOVEMBRE/DÉCEMBRE

• Vendredi 29 novembre

- Rouen, Hôtel de Région, 15h30. Cérémonie de remise des prix des « Pépites de Normandie Aeroespace ».
- Évreux, Le Cadran. Deuxième jour du congrès national de la Fédération des Safer.
- Val-de-Reuil, Hôtel d'entreprises des 4 soleils, 15h30. Conférence de Nicole Maestracci, membre du Conseil constitutionnel sur le non-recours au droit par les populations fragiles.

• Samedi 30 novembre

- Rouen, Hôtel de Région, à partir de 9h. Premières rencontres régionales du sport en présence de Valérie Fourneyron.
- Gisors, 14h30. Inauguration de la déviation de Gisors.

• Lundi 2 décembre

Le Havre, CCI, 18h30. Conférence de Franz-Olivier Giesbert : « 2013 : une année normale ? Retour sur une année politique, économique et médiatique ».

• Du 2 au 6 décembre

Normandie, Chambres de commerce. Cinquième édition des journées de l'international. www.journees-international.com

• Jeudi 12 décembre

Rouen, Hôtel de Région, 14h/18h. Forum régional des énergies. « Sur l'axe Seine, nous avons du pétrole... et du biogaz ».

• Vendredi 13 décembre

Caen, Université. Quatrième colloque sur la vallée de Seine sur le thème de la recherche et de l'innovation avec un zoom sur les biomatériaux.

• Jeudi 19 décembre

Évreux, Ciné Pathé, 18h. 49ème rencontres de l'Eure du business. Conférence du designer Mathieu Lehanneur : « Le design peut-il doper le business de nos PME ? »



Retrouvez toute l'actualité régionale en direct sur votre iPhone

Sports • Faits-divers
Politique • Economie
Info en direct

Téléchargez GRATUITEMENT l'application Paris Normandie



PORTRAIT

de Julie Bertot

Fondatrice de Rinato

Costumière 2.0

Elle a transposé le modèle de « vente-privée.com » aux costumes de scène. Depuis la semaine dernière, cette jeune entrepreneuse commercialise sur Internet des robes, manteaux, jupons, accessoires baroques, burlesques ou classiques exhumés des entrailles des Opéras de Rouen et de Limoges, les premières scènes lyriques à avoir souscrit au concept imaginé par l'inventive demoiselle. Via son site Rinato (de l'italien rinascere : renaître), Julie Bertot réinsuffle vie à des pièces uniques qui ont enchanté des salles, l'espace de quelques soirs, avant de s'endormir dans la naphaline. Un hommage aux doigts d'or du spectacle vivant. En mode virtuel.

Un manteau des années 30 bordé d'un col en fourrure, un costume burlesque flanqué de deux tétons lumineux, une robe de cantatrice en fibre d'ananas, une tunique noire semi-rigide, façon guerre des étoiles, tout droite sortie d'un opéra de Puccini... Ce sont quelques-uns des modèles bigarrés que Julie Bertot met en vente jusqu'au 20 décembre sur son site.

À première vue, la vitrine en ligne a belle allure, sans grand chose à envier avec ses équivalents du prêt à porter. La maîtresse de maison a veillé au grain.

L'art de la mise en scène

« Chez moi, ce n'est pas *déguisetoif.fr*, scande-t-elle d'un ton décidé. Toutes ces pièces ont un vrai cachet qu'on se doit de valoriser ne serait-ce que par respect pour les costumiers ».

Promesse tenue. Les costumes sont présentés sur des mannequins, impeccablement photographiés, avec pour chacun des fragments d'histoire : date de la représentation et du livret, auteur-compositeur, rôle... etc.

Manifestement, la demoiselle, en plus d'avoir la fibre entrepreneuriale, maîtrise l'art de la mise en scène.

Cousu main et méga-octet

Emblématique des nouvelles aspirations de la génération Y, son concept relève d'un improbable mariage entre le cousu main et le méga-octet. Il est né à la suite d'une alerte postée sur Facebook. Un étudiant s'étonnait sur sa page que l'Opéra de Rouen puisse jeter des décors sans autre forme de procès et s'interrogeait sur les moyens de les valoriser. La normande, alors expatriée à Paris, saisit la balle au bond et l'idée au vol.

« Les Opéras ont un problème de stock, moi je me refuse à vendre des savonnettes. Avec Rinato, j'allie l'utile à l'agréable et je réponds à un besoin ».

Galop d'essai

Abritée sous l'aile compatissante des incubateurs de Rouen Business School et de Seinari, elle s'essaie d'abord dans le monde réel avec « une vente événementielle » en décembre dernier dans les ateliers de l'Opéra qui, bon prince, lui ouvre grand les portes de ses réserves, mises en scène pour l'occasion.

« C'était ça passe ou ça casse » se souvient Julie Bertot. Le pari est gagné au-delà des espérances. Au son de Vivaldi, elle réunit pas loin de 500 personnes : des curieux, des artistes, des nostalgiques...

De ce premier succès naîtra l'idée d'une place de marché sur Internet, vite abandonnée parce que trop chère. Puis du site.

La Scala, pourquoi pas ?

Depuis ce Noël 2012, l'aventure Rinato a séduit l'Opéra de Limoges et une autre scène parisienne s'apprête à rejoindre la liste des partenaires. Pour étoffer son stock, « sa costumothèque », la jeune entrepreneuse songe à faire fabriquer ses propres pièces pour répondre à des demandes ponctuelles. Et lorgne vers les pays frontaliers, Italie, Autriche, Allemagne... Des pays à forte tradition lyrique où son modèle pourrait trouver à s'épanouir.



Points de repère

- 1988 : naissance à Carentan
- 2009 : Rouen Business School (Master Grandes Écoles)
- 2010 : assistante chef de projet agence I Love Events
- 2011 : chargée de mission Fondation Altran
- 2012 : fonde Rinato avec Antoine Gaston

La Lettre de la Haute-Normandie

Adresse : 33 rue des Grosses
Pierres, 76250 Déville-les-Rouen
Tél : 02 35 14 56 28
Courriel :

lalettre@presse-normande.com

Cette édition au format PDF :
10 euros

Président de la SAS:

Xavier Ellie
Directeur de la publication :
Denis Huertas
Rédactrice en chef :
Nathalie Jourdan

Pour s'abonner à la Lettre :

lalettre@presse-normande.com ou,
par téléphone, auprès d'Aurélié
Sampil 02 35 14 57 12